

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse et Haute-Vienne
Site de Guéret
Cité administrative - Bâtiment B1
17 place Bonnyaud
23000 Guéret**

Guéret, le 5 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ANZEM RECUP SARL

Les Veillières
23000 Anzême

Références : 2024-12-05 UD232024-067r georisques
Code AIOT : 0006003151

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2024 dans l'établissement ANZEM RECUP SARL implanté Les Veillières 23000 Anzême. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANZEM RECUP SARL
- Les Veillières 23000 Anzême
- Code AIOT : 0006003151
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ANZEME RECUP est autorisée et agréée pour l'exploitation d'un centre de démontage et de dépollution de véhicules hors d'usage.

En 2023, la société a connu un changement de gérant au profit de M. Thomas MAGLOIRE.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Accès aux locaux/ demandes de pièces	Code de l'environnement du 02/02/2023, article L. 171-1	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, déchets	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Vu ce qui précède, il est proposé à Madame la Préfète de mettre la société ANZEME RECUP en demeure, par arrêté préfectoral, de permettre à l'Inspection d'avoir accès à l'ensemble des locaux abritant les installations de stockage, démontage et de dépollution de VHU, ainsi que de transmettre plusieurs éléments liés à l'exploitation du site, et ce, dans un délai maximal de 15 jours.

Le projet d'arrêté de mise en demeure que nous soumettons à la signature de la Préfète de la Creuse est joint au présent rapport. Il ne nécessite pas de requérir l'avis du CODERST.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès aux locaux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/02/2023, article L. 171-1
Thème(s) : Situation administrative, Accès aux locaux, demande de pièces
Prescription contrôlée : Les fonctionnaires et agents chargés des contrôles prévus à l'article L. 170-1 ont accès aux locaux accueillant des installations, des ouvrages, des travaux, des aménagements, des opérations, des objets, des dispositifs et des activités soumis aux dispositions du présent code, à l'exclusion des locaux à usage d'habitation. Ils peuvent pénétrer dans ces lieux entre 8 heures et 20 heures et, en dehors de ces heures, lorsqu'ils sont ouverts au public ou lorsque sont en cours des opérations de production, de fabrication, de transformation, d'utilisation, de conditionnement, de stockage, de dépôt, de transport ou de commercialisation mentionnées par le présent code.
Constats : Suite à la proposition de plusieurs dates de programmation d'inspection à l'exploitant, restée sans réponse, un contrôle a été prévu le 26 juin 2024 à 9h30 sur site. La société en a été informée au préalable le 7 juin par courriel. Toutefois, l'exploitant ne s'est pas présenté au jour de l'inspection et n'a pas pu être joignable par téléphone. Depuis lors, malgré plusieurs tentatives de prise de contact par courriel ou téléphone afin d'organiser une visite d'inspection sur place, aucune réponse de l'exploitant n'a été reçue.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il y a lieu que l'Inspection puisse avoir accès sans entrave aux locaux accueillant les installations classées pour la protection de l'environnement. Par ailleurs, des éléments concernant l'exploitation des installations sont à fournir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 15 jours